

Communiqué de presse

A 3h30 cette nuit, l'université Toulouse le Mirail (Jean Jaurès) a été évacuée par les forces de l'ordre. Cette décision a été prise suite à un recours au tribunal administratif déposé par l'UNI, syndicat de droite non représenté dans cette université. La justice a donc acté l'usage de la force pour tenter de mettre fin à une lutte légitime.

De plus, les étudiant-e-s et personnels mobilisé-e-s du Mirail se sont vus empêché-e-s de tenir une assemblée générale à 12h30 à la gare et se sont à nouveau heurtés à un dispositif répressif : un étudiant a été blessé au cours d'une interpellation par la BAC : « le dispositif de désencerclement du fonctionnaire a explosé accidentellement sur sa tenue » (source Dépêche du midi). Environ 600 étudiant-es ont cependant tenu leur assemblée générale place du Capitole, malgré la présence d'un important dispositif policier.

Nous saluons la détermination des étudiant-e-s et leur volonté de poursuivre la mobilisation contre la sélection à l'université et pour un même droit à l'éducation ! Nous partageons leurs revendications et sommes à leurs côtés dans cette lutte légitime. Nous appelons tous les secteurs à y prendre part !

Sud éducation 31 condamne toute action policière dans les enceintes universitaires, tout port d'armes de la part des forces de l'ordre face à des étudiant-es mobilisé-es. Sud éducation 31 reste mobilisé contre la loi ORE.

L'intervention des forces de l'ordre n'est que le reflet de la position autoritaire du gouvernement, qui entend bien sélectionner la jeunesse quand, dans le même temps, des moyens très importants sont offerts sans condition aux entreprises et actionnaires du CAC 40.

Oppression, compétition et précarité sont bien les noirs dessins du gouvernement qui avance tel un rouleau compresseur dans tous les domaines en menant une politique globale libérale au service du capitalisme : refonte ferroviaire, impôt (prélèvement à la source...), santé, éducation, collectivités territoriales, retraite, assurance chômage...

La véritable violence est bel et bien au centre de ces choix politiques de sélection et d'exclusion. Elle n'est pas dans les luttes collectives, solidaires et émancipatrices !

Toulouse le 9 mai 2018

Pour tout contact :
SUD Education 31-65
52 rue Jacques Babinet
31053 Toulouse CEDEX 1
Mél : sudeduc31@sudeducation.org